

Avril 2012



منظمة الأغذية  
والزراعة للأمم  
المتحدة

联合国  
粮食及  
农业组织

Food and  
Agriculture  
Organization  
of the  
United Nations

Organisation des  
Nations Unies  
pour  
l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная  
организация  
Объединенных  
Наций

Organización  
de las  
Naciones Unidas  
para la  
Alimentación y la  
Agricultura

F

# Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique

## VINGT-SEPTIEME SESSION

Brazzaville, Congo, 23-27 avril 2012

## RAPPORT DE SYNTHÈSE SUR LES RECOMMANDATIONS DES ORGANES REGIONAUX DE LA FAO

### I. RAPPORT DE LA VINGT-DEUXIÈME SESSION DE LA COMMISSION AFRICAINNE DES STATISTIQUES AGRICOLES (CASA)

La vingt-deuxième session de la CASA a eu lieu à Addis-Abeba, en Éthiopie, du 30 novembre au 3 décembre 2011. Les délégués des pays membres de la CASA, ainsi que des représentants d'institutions nationales, régionales et internationales y ont participé.

#### 1.1 Objectifs de la Commission africaine des statistiques agricoles

- Étudier l'état des statistiques alimentaires et agricoles dans la région.
- Conseiller les pays membres en matière de développement et d'harmonisation des statistiques agricoles dans le contexte général des activités statistiques de la FAO.
- Organiser des réunions pour des groupes d'étude ou autres organes subsidiaires composés d'experts nationaux pour atteindre ces objectifs.

#### 1.2 Questions principales abordées

- Lancement de la publication sur la Situation de l'alimentation et l'agriculture (SOFA 2010-2011) – Le rôle des femmes dans l'agriculture: combler le fossé entre les hommes et les femmes pour soutenir le développement.
- Activités de la FAO dans les statistiques alimentaires et agricoles, pertinentes pour la Région Afrique depuis la dernière session de la Commission.
- Conclusions et recommandations des deux réunions techniques organisées parallèlement à la CASA.
- Stratégie mondiale pour l'amélioration des statistiques sur la sécurité alimentaire, l'agriculture durable et le développement rural: Plan d'action pour l'Afrique.

*Le tirage du présent document est limité pour réduire au maximum l'impact des méthodes de travail de la FAO sur l'environnement et contribuer à la neutralité climatique. Les délégués et observateurs sont priés d'apporter leur exemplaire personnel en séance et de ne pas demander de copies supplémentaires. La plupart des documents de réunion de la FAO sont disponibles sur l'Internet, à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org)*

- Situation des statistiques alimentaires et agricoles.
- Recensement agricole, méthodes et outils.
- Nouveaux travaux sur les classifications internationales au sein de la FAO.
- Développements récents dans les statistiques de la sécurité alimentaire.
- Cadre de référence et indicateurs nécessaires pour suivre les changements climatiques et l'environnement.
- Développements récents dans les statistiques concernant les sous-secteurs agricoles.

### **1.3 Principales recommandations**

- Que la FAO fournisse les formations nécessaires pour permettre une meilleure analyse des données désagrégées entre hommes et femmes, fournissant aux décideurs l'information requise sur la base de laquelle ils peuvent prendre des décisions de politique pertinentes.
- Que les pays membres veillent à ce que des indicateurs pertinents liés à la question du genre sont préparés au début de toutes les initiatives de développement en précisant les besoins en données - à la fois quantitatives et qualitatives-, à satisfaire par les opérations nationales de collecte des données.
- Que les conclusions et recommandations de la réunion d'experts sur le coût de production et celles de la réunion consultative sur Countrystat ont été approuvées.
- Que la FAO se serve de Countrystat pour diffuser les données sur les recensements nationaux, et que les pays et les autres parties prenantes doivent être impliqués dans les travaux futurs sur le développement des statistiques sur les coûts de production.
- Que le partenariat pour le Plan d'action pour l'Afrique pour la Stratégie mondiale (PAASM) soit élargi pour inclure davantage d'institutions, telles que l'ILRI, l'IFPRI, l'AFRISTAT et GCIAR, de sorte que leur travail puisse contribuer à la réussite de la Stratégie mondiale.
- Que les coûts de production et les pertes post-récolte soient considérés comme prioritaires dans les sujets de recherche pour l'Afrique du PAASM.
- Que l'accent soit mis sur la formation sur le tas pendant la phase de la mise en œuvre du volet de formation du PAASM.
- Que les pays appuient fortement la mise en œuvre effective du PAASM pour une amélioration des systèmes de statistiques agricoles.
- Que la FAO assure une meilleure harmonisation et l'échange des données entre Countrystat et FAOSTAT.
- Que les pays membres développent une politique d'accès, afin de favoriser l'utilisation des micro-données.
- Que la FAO et le FNUAP continuent de fournir des directives techniques et des normes, permettant de relier les recensements de la population et les recensements agricoles, tout en organisant une série d'activités de formation dans les différentes régions, avec la participation de démographes et de statisticiens.
- Que les pays entreprennent une comparaison systématique des données provenant du recensement agricole avec les séries de données dans les statistiques courantes.
- Que la FAO documente et évalue toutes les meilleures pratiques sur les nouveaux outils (CAPI/GPS, PDA), et prépare des guides et du matériel didactique sur l'utilisation de ces appareils.
- Que les pays membres utilisent les outils standards tels que IHSN pour la documentation et l'archivage de leurs enquêtes et recensements.

- Que la FAO, les pays membres de la CASA, et les organisations régionales travaillent ensemble à l'amélioration de la couverture des produits agricoles et alimentaires dans les classifications internationales et de leur élargissement au niveau des pays.
- Que la FAO travaille en étroite collaboration avec les pays, pour le processus de validation des comptes disponibilités/utilisations et des bilans alimentaires (SUA/FBS) (par des points focaux nationaux de Countrystat), afin d'assurer une meilleure compatibilité des bilans alimentaires qui sont disponibles sur le site de la FAO et ceux développés par les pays membres de la CASA et les organisations régionales.
- Que la FAO organise le développement des capacités, à travers des ateliers de formation sur les comptes disponibilités/utilisations et les bilans alimentaires, en collaboration avec Countrystat.
- Que la FAO entreprenne des travaux portant sur les statistiques et comptabilité environnementales et poursuivre le développement et la mise en œuvre de cette initiative.
- Que les pays membres favorisent les statistiques de l'environnement dans leurs systèmes statistiques nationaux.
- Que davantage de recherches et de clarifications soient faites sur les méthodes de développement des statistiques sur l'investissement agricole.
- Que la coopération entre la FAO et les autres institutions partenaires qui mènent des études en statistiques sur l'investissement agricole soit améliorée.
- Que le secteur de la pêche et de l'aquaculture continue de développer le travail sur les statistiques et la comptabilité étant donné qu'il a une contribution importante à la comptabilité de la sécurité alimentaire et environnementale
- Que la collaboration et la communication se poursuivent entre les sous-secteurs pour réaliser une intégration effective.

#### **1.4 Pays membres**

*Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina-Faso, Burundi, Cameroun, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Comores, République démocratique du Congo, République du Congo, la Côte d'Ivoire, Djibouti, Égypte, Guinée Équatoriale, Érythrée, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Libéria, Libye, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maroc, Maurice, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Rwanda, Sao Tomé et Príncipe, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Afrique du Sud, Soudan, Swaziland, République Unie de Tanzanie, Togo, Tunisie, Ouganda, Zambie et Zimbabwe.*

## **II. RÉSUMÉ DU RAPPORT SUR LES RÉSULTATS DE LA VINGTIÈME SESSION DU COMITÉ DES PÊCHES POUR L'ATLANTIQUE CENTRE-EST (COPACE)**

### **2.1 Principales questions abordées par la réunion**

La vingtième session du COPACE a été organisée à Rabat au Maroc, du 16 au 18 mars 2012. Des délégations de neuf pays membres ont pris part à la session; dix partenaires dans la région ont participé en tant qu'observateurs.

L'objectif du comité était de discuter l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations de la dix-neuvième session, les principaux résultats de la sixième session du Sous-Comité Scientifique (SCS), la revue du rapport sur les performances du COPACE, et faire le point sur les activités des

autres projets/programmes et partenaires dans la région. Le rôle du SCS est de donner des avis scientifiques pour orienter les activités des différents acteurs de la pêche dans les pays membres respectifs du COPACE afin d'améliorer la sécurité alimentaire pour les populations en augmentation.

## 2.2 Résultats de la réunion

Le Comité a déploré la période inter-sessionnelle relativement longue mais a apprécié les efforts du Secrétariat pour faciliter la mise en œuvre des recommandations de la dix-neuvième session.

Le rapport de la sixième session du SCS et les recommandations correspondantes en matière de gestion des principaux stocks pélagiques et démersaux exploités dans la région, ont été présentés et adoptés.

Les principaux résultats peuvent être résumés comme suit :

- Des inquiétudes ont été exprimées sur l'état des principaux stocks qui restent surexploités, mettant en évidence le besoin d'établir des mécanismes de gestion concertée des stocks partagés, tout en reconnaissant l'importance de sensibiliser les gestionnaires et les décideurs politiques sur la situation inquiétante de nombreux stocks, particulièrement des stocks démersaux dans leurs pays, et sur les recommandations formulées par le COPACE.
- La recherche halieutique pour toute la région, l'amélioration des systèmes de collecte de données (y compris l'échantillonnage biologique), et la conduite régulière de campagnes scientifiques au niveau national et régional ont été encouragés pour disposer d'informations plus fiables pour les évaluations de stocks et les conseils scientifiques.
- Il a été recommandé de préparer un nouveau format pour les résumés des groupes de travail et de revoir les procédures de publication afin de raccourcir la période de publication pour s'assurer de la disponibilité de tous les rapports des groupes de travail avant le prochain SCS, et faciliter l'examen et les discussions des évaluations effectuées par le SCS.
- Le Système de suivi des ressources halieutiques (FIRMS) facilite le partage et la diffusion à travers le web des informations relatives à l'état et aux tendances des ressources, des pêcheries et de leur gestion. À ce effet, le SCS a apprécié les progrès réalisés sur la validation des inventaires sur les ressources et pêcheries pour la région du COPACE disponibles dans FIRMS par le biais d'une approche consultative impliquant les points focaux. Ces inventaires seront bientôt disponibles à travers FIRMS. Les approches et responsabilités pour les futures mises à jour ont été arrêtées de commun accord, et le rôle potentiel du COPACE d'organiser le partage de l'information entre les institutions de la région a été mis en évidence. Le SCS a pris la décision de nommer le président du Sous-comité comme point focal FIRMS pour la région du COPACE.
- Le SCS a noté avec satisfaction les différentes activités menées dans le cadre de la mise en œuvre de l'Approche Écosystémique des Pêches (AEP), couvrant des domaines comme la formation universitaire, les campagnes écosystémiques et la planification de la gestion, tout en reconnaissant le rôle important du projet EAF-Nansen à cet égard. Le SCS a recommandé la poursuite de ce travail y compris l'intégration de l'AEP dans le programme de formation sur les pêches au niveau national.
- Le rôle des campagnes pour le renforcement des connaissances de base pour l'AEP, et à cet égard l'absence de campagnes détaillées dans les différentes parties de la sous-région pour une période de temps donnée ont été notés. Le besoin de développer des partenariats et des arrangements de cofinancement pour appuyer les campagnes a été réitéré ainsi que le besoin de planifier et d'analyser les résultats dans la région de manière détaillée pour s'assurer de la standardisation des méthodes et de l'analyse des données dans la zone du COPACE.
- Lors de l'évaluation des options pour la révision des divisions statistiques comme demandé par la dix-neuvième session du COPACE, le SCS a recommandé de ne pas procéder à une

révision des divisions actuelles, mais a encouragé l'incorporation de données plus détaillées sur les zones de capture dans les statistiques de pêche soumises à la FAO. Tous les pays qui pêchent dans la zone du COPACE, en dehors de leur propre juridiction nationale, doivent également préciser la ZEE dans laquelle leurs captures ont eu lieu, plutôt que de rapporter des données seulement par division statistique.

- Le SCS a souligné l'importance de continuer à appuyer l'amélioration de la collecte de données sur la pêche artisanale et recommandé au projet FishCode de la FAO de concentrer son prochain appui sur l'amélioration de la collecte des données et de méthodes de rapportage pour la pêche artisanale, et d'étendre ses activités à la Commission Sous-Régionale des Pêches (CSRP).
- Le SCS a apprécié le travail des projets EAF-Nansen et Courant des Canaries, et a accueilli avec satisfaction la nouvelle relative à l'extension du projet EAF-Nansen, et au démarrage de la phase de croisière du projet NEPAD FAO en 2012.
- Le programme suivant a été recommandé pour la prochaine intersession, selon la disponibilité des fonds : 2011 pour le Groupe de travail Démersaux sud (déjà organisé) . 2012 pour les Groupes de travail Petits pélagiques nord (Mai) et Petits pélagiques sud (dernier trimestre de 2012), et 2013 pour Groupe des Démersaux nord.

#### Le Comité a :

- Exprimé sa satisfaction pour le travail effectué par le SCS, en particulier en référence aux résultats des évaluations conduites, et souligné la pertinence de ces informations pour les gestionnaires et décideurs.
- Recommandé d'améliorer la collecte des données et la recherche scientifique, de poursuivre et maintenir les séries de données existantes et de s'assurer que toutes les données sont disponibles pour les groupes de travail pour les besoins des évaluations, et d'améliorer les liens entre le COPACE et les autres organisations qui effectuent des évaluations dans la région.
- Réitéré l'importance de la gestion concertée des stocks partagés, et le besoin pour les gestionnaires des différents pays concernés de s'accorder sur un schéma de partage de ces stocks.
- Fait des suggestions sur la manière dont l'adoption des recommandations par les gestionnaires pourrait être améliorée à travers par exemple l'établissement de liens forts avec les organisations sous-régionales des pêches et l'amélioration de la communication au niveau national entre la recherche halieutique et l'administration des pêches pour s'assurer que les recommandations scientifiques sont prises en considération.
- Souligné le besoin de créer des liens forts avec les Communautés Économiques Régionales (CER) en vue de faciliter les mécanismes de financement.

Les principaux résultats et conclusions de l'exercice de revue des performances du COPACE ont été discutées, y compris 24 recommandations sur les moyens possibles pour traiter les problèmes relevés, de manière à ce que les performances du COPACE puissent être renforcées dans le futur.

#### À cet effet le Comité a :

- Relevé la pertinence de la revue technique, et souligné l'importance du COPACE pour les pays de la région, surtout au moment où les informations scientifiques deviennent de plus en plus importantes, étant donné les progrès réalisés dans le secteur des pêches dans la région et le besoin d'assurer la durabilité des ressources halieutiques.
- Reconnu la pertinence de la recommandation d'élargir la zone de la Convention vers le sud, afin d'inclure la côte Angolaise, et considéré cependant comme problématique la possibilité de

réduire la zone de la Convention aux ZEE des pays membres côtiers, ceci nécessitant une analyse et des discussions plus approfondies.

- Insisté sur le fait que les membres du COPACE doivent considérer la sérieuse question de la faible participation des membres aux réunions du COPACE et de son SCS, en considérant l'importance du Comité pour la gestion des pêches dans la région.
- Recommandé de trouver un moyen d'assurer la participation de tout le monde y compris les États pêchant dans des mers éloignées qui n'ont participé à aucune des réunions depuis longtemps, et d'encourager les gens à participer, en commençant par les États côtiers.
- Souligné le besoin d'un appui continu de la FAO au travail du COPACE, à la fois sur le plan technique et financier, convenu que la recherche d'alternatives pour disposer de fonds extrabudgétaires sécurisés pour le Comité doit être poursuivie activement, et recommandé aux pays membres de faire un effort pour sécuriser des fonds à partir de leur budget national pour pouvoir participer à au moins quelques réunions du Comité.
- Fortement recommandé au Secrétariat d'organiser rapidement des réunions régionales de coordination pour clarifier les rôles et responsabilités des nombreuses organisations régionales des pêches et des projets actifs dans la région, y compris les CER.
- Approuvé le besoin d'améliorer les statuts du COPACE en vue d'incorporer les concepts modernes d'aménagement, tels que l'Approche Écosystémique et l'Approche Précaution.
- Recommandé aux membres d'améliorer la fourniture de données en vue de disposer d'informations biologiques plus fines sur les espèces capturées, dès l'instant que ceci est considéré comme essentiel afin de pouvoir utiliser des modèles plus sophistiqués pour évaluer l'état des stocks exploités.
- Recommandé au Secrétariat de préparer un plan d'action pour traiter les différentes recommandations de l'exercice de revue des performances pour un examen ultérieur par les membres du COPACE.

Le Maroc a élu comme Président du Comité. La Guinée (Conakry) et la Guinée Équatoriale ont été élus respectivement comme premier et deuxième Vice-présidents. La République de Guinée a proposé d'abriter la vingt-et-unième session du Comité, le Directeur Général de la FAO, en consultation avec le pays hôte, décidera de la date.

### 2.3 Pays membres

*Angola, Bénin, Cameroun, Cap Vert, Congo, République Démocratique du Congo, Côte d'Ivoire, Guinée Équatoriale, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée Bissau, Liberia, Mauritanie, Maroc, Nigeria, Sao Tome and Principe, Sénégal, Sierra Leone, Togo ainsi que Espagne, Cuba, France, Grèce, Italie, Japon, République de Corée, Norvège, Pays Bas, Pologne, Roumanie, Russie, Union Européenne et États-Unis d'Amérique.*

## III. COMPTE RENDU DE LA SEIZIÈME SESSION DU COMITÉ DES PÊCHES CONTINENTALES ET DE L'AQUACULTURE EN AFRIQUE (CPCAA)

### 3.1 Objectifs principaux

La seizième session du CPCAA a eu lieu à Maputo, au Mozambique du 16 au 18 novembre 2010. Des actions ont été prévues sur deux questions ouvertes au cours de la quinzième session : l'approbation des termes de référence révisés et des statuts du Comité, ainsi que l'expansion des travaux du groupe de travail ad hoc du Comité pour une stratégie régionale des pêches continentales. En outre, des actions ont été anticipées suite à l'arrêt des travaux du Sous-comité sur le Lac Tanganyika [qui a

maintenant été remplacé par l'Autorité du Lac Tanganyika], et la fin du groupe de travail ad hoc sur 'Genre NACA' Réseau sur l'Aquaculture pour l'Afrique, en faveur d'un arrangement plus soutenu avec les membres [c'est-à-dire structure des Partenaires ANAF], comme recommandé par le Groupe de travail, et en attendant la mise en place définitive du projet IGO ANAF. En plus de ces points, trois nouveaux points d'ordre du jour ont été préparés : les défis liés à l'amélioration de la gouvernance aquacole, les préoccupations régionales relatives à la production et la diffusion des semences améliorées, et les stratégies d'adaptation de l'aquaculture aux changements climatiques dans les pêches continentales et l'aquaculture.

### 3.2 Résultats et recommandations

- Avec les problèmes chroniques en matière de participation, la FAO devrait engager un consultant pour examiner la situation actuelle et, en concertation avec un groupe de travail ad hoc, convoqué au cours de la présente session pour cette tâche, préparer un document pour la dix-septième session du CPCAA, sur les options pour l'avenir [c'est-à-dire le devenir du CPCAA];
- Les pays devraient se joindre plus à l'ANAF et les membres de l'ANAF devraient continuer à soutenir le Groupe.
- Le Programme TIVO a mis en évidence des préoccupations critiques et devrait servir de prototype régional, un cadre régional devant être élaboré pour la multiplication et la diffusion des semences aquacoles améliorées, et éventuellement en liaison avec l'ANAF.
- En ce qui concerne les difficultés auxquelles sont confrontés les investisseurs dans le sous-secteur aquacole, la FAO, en collaboration avec l'ANAF, devrait procéder à une étude régionale sur les différents types et conditions de financement et diffuser les résultats aux pays membres.
- Avec l'importance croissante des Évaluations d'impact environnemental par rapport à l'investissement en aquaculture, et également avec le poids financier potentiel que ceci peut constituer pour les petits exploitants, des options devraient être examinées y compris l'utilisation plus fréquente des évaluations d'impact stratégique.
- En mettant en évidence l'importance croissante du Code de Conduite pour une Pêche Responsable (CCPR) qui encourage l'aquaculture, la FAO devrait aider au renforcement des capacités pour la mise en œuvre du Code dans la région.
- Les membres ont convenu qu'une stratégie régionale et sous-régionale de collaboration et de coopération était essentielle, et devrait être poursuivie afin d'aborder les questions d'intérêt commun. la FAO continuant à fournir une assistance pour envisager un nouveau rôle possible pour l'ANAF.
- Les délégués ont convenu que la stratégie pour les pêches et l'aquaculture en Afrique constitue un modèle approprié sur lequel peut se fonder une stratégie CPCAA des pêches continentales pour l'Afrique, tandis que les pêches continentales devraient être incluses dans les stratégies nationales tels que les Cadres nationaux de programmes à moyen terme et dans les programmes tels que le Programme Détaillé de Développement de l'Agriculture Africaine (PDDAA).
- Le CPCAA devrait élaborer une stratégie sur les changements climatiques, qui doit répondre aux préoccupations à court, moyen et long termes. À cette fin, une consultation d'experts a été proposée pour discuter sur une meilleure planification et la prise en compte des changements climatiques dans les stratégies nationales. Il a été en outre demandé à la FAO de procéder à une étude approfondie sur les changements climatiques, afin d'identifier des ressources importantes pour la pêche et l'aquaculture par rapport au thème, pour aider à sensibiliser et à informer les membres sur les mesures d'adaptation et d'atténuation des impacts des changements climatiques.

Les Groupes de travail ad hoc sur les pêches continentales et l'aquaculture se sont rencontrés en marge de la session. Il a été convenu que les deux groupes poursuivent leurs efforts. Le groupe de travail ad hoc sur les pêches continentales poursuivra ses délibérations pour la préparation et la mise en œuvre d'une stratégie pour les pêches continentales en Afrique. Le Groupe ANAF a discuté la consolidation des activités de réseautage dans la région.

### 3.3 Pays membres

*Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Congo, Côte d'Ivoire, Egypte, Erythrée, Ethiopie, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Kenya, Lesotho, Madagascar, Malawi, Mali, Maurice, Mozambique, Niger, Nigeria, République Centrafricaine, République Démocratique du Congo, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Somalie, Soudan, Swaziland, Tanzanie, Tchad, Togo, Ouganda, Zambie.*

## IV. RAPPORT RESUME DE LA CINQUIÈME SESSION DE LA COMMISSION DES PÊCHES DU SUD-OUEST DE L'OCEAN INDIEN (CPSOOI), D'UNE REUNION SPECIALE AD HOC TENUE POUR EXAMINER LES RESULTATS D'UNE REVUE DES PERFORMANCES ET DE LA CINQUIÈME SESSION DU COMITÉ SCIENTIFIQUE

### 4.1 Objectif

L'objectif de la Commission est de promouvoir l'utilisation durable de la ressource marine vivant dans la zone de la Commission, par une gestion adéquate et un développement des pêcheries dans la région et pour discuter des problèmes communs liés à la gestion et du développement des pêcheries auxquels sont confrontés les membres de la commission.

### 4.2 Cinquième session de la Commission

La cinquième session de la CPSOOI a eu lieu à Male aux Maldives du 13 au 16 mars. Y ont participé tous les pays membres, sauf la France, la Somalie et le Yémen. Le projet sur le grand écosystème marin du Courant des Somalis Angulas (ASCLME), le Fonds pour l'environnement mondial (FEM), le Conseil suédois de la pêche, le projet des pêches pour le sud-ouest de l'Océan indien et la Banque mondiale (BM) ont assisté à titre d'observateurs.

La Commission a noté avec satisfaction les travaux entrepris depuis la 4ème Session. Les membres ont réitéré la haute priorité de la sécurité en mer et la question connexe de la piraterie. Ils ont suggéré que la Conférence propose que la contribution du développement des pêches et de l'aquaculture aux objectifs de développement du Millénaire doit être élargie, pour encourager le financement. La Commission a examiné le rapport du Comité scientifique, a révisé les recommandations du premier groupe de travail sur les petits poissons pélagiques et démersaux, a discuté de l'état des ressources halieutiques, a demandé que la Commission demande de manière officielle aux membres dont les ressources sont épuisées de présenter des mesures à prendre pour réhabiliter les stocks. Elle s'est également penchée sur les résultats du COFI et du réseau régional des commissions des pêches, a examiné et proposé des modifications à l'étude sur la performance de la Commission, et a proposé que les résultats de cette étude soient pris en compte lors d'une séance spéciale après le Comité directeur de la CPSOOI en 2011. La Commission a été informée sur un outil en cours d'élaboration par le projet EAF-Nansen pour surveiller la mise en œuvre d'une Approche Écosystémique des pêches. Il a été demandé au Comité scientifique d'intégrer cet outil parmi ses autres responsabilités d'évaluation. Suite à une discussion sur le nombre réduit de plans de gestion établis, la Commission a accepté de fournir un cadre pour la CPSOOI et EAF-Nansen pour offrir une formation dans le développement de plans de gestion halieutique. Un comité directeur spécial de la Commission a eu lieu immédiatement avant la cinquième session et les membres concernés ont examiné le projet. La Commission a approuvé son rôle de coordination dans une proposition de projet qui doit être présentée au partenariat stratégique dirigé par l'Union africaine pour un fonds d'investissement afin de promouvoir une pêche durable en Afrique. Il a également fait une déclaration exprimant sa préoccupation au sujet de la menace posée



par la piraterie dans la gestion durable des pêches. Un programme de travail a été examiné et approuvé.

## **4.2 Réunion spéciale**

La réunion extraordinaire de la CPSOOI a eu lieu à Maputo, au Mozambique le 30 septembre 2011. Elle a été suivie par tous les pays membres à l'exception du Yémen. Le projet ASCLME, le Groupe d'évaluation des ressources marines (MRAG), la Commission pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC), la CPSOOI, l'Association des sciences marines de l'ouest de l'océan Indien (Western Indian Ocean Marine Science Association), le Fonds mondial pour la nature (WWF) et la Banque mondiale assistaient en tant qu'observateurs.

La réunion a examiné les réponses à un questionnaire sur la performance de la CPSOOI. Les scores sur l'évolution du contexte et les défis ont été variables. Le nombre faible de réponses reçues a été discuté et il a été recommandé que l'analyste utilise tous les commentaires verbaux donnés pendant la cinquième Session de la Commission, aux Maldives, en mars 2011. La réunion a noté que les scores sur l'efficacité des dispositifs existants étaient plus cohérents et qu'elle s'accordait avec les observations et le résumé de l'examineur. Il y a eu un soutien unanime pour un renforcement significatif de la CPSOOI et pour une demande de propositions concrètes en vue du renforcement de la Commission, qui sera présentée à la sixième Session à l'Ile Maurice, en 2012. La Commission a également examiné un document de travail préparé pour la Banque mondiale sur la gouvernance des pêches, et a convenu qu'il fallait avancer sur la base des autres commentaires faits par les membres. Elle a été informée sur l'Alliance pour un écosystème durable de l'océan Indien qui a présenté une étude sur l'évaluation économique du thon et a fait une mise à jour sur la pêche en Somalie.

## **4.4 Cinquième session du Comité Scientifique**

La cinquième session du Comité Scientifique (CS) de la CPSOOI s'est tenue à Cape Town en Afrique du sud, du 27 février au 1 mars 2012. Elle a enregistré la participation de délégués des pays suivants : Comores, Kenya, Madagascar, Maldives, Maurice, Mozambique, Seychelles, Afrique du sud et Tanzanie. Des représentants de la Commission du thon de l'océan Indien, du projet EAF-Nansen, du projet Pêches du sud-ouest de l'océan Indien (SWIOFP), de l'Organisation des pêches de l'Atlantique sud-est (SEAFO), de la Base de données de l'ouest de l'océan Indien (WIOFISH) et de l'Association des sciences marines de l'ouest de l'océan Indien (WIOMSA) ont participé en tant qu'observateurs.

Le Comité a examiné les activités de recherche entreprises par ses pays membres durant la période inter-sessionnelle, et en particulier l'état des principaux stocks de poisson et pêcheries tel que présenté par chaque pays membre dans ses tableaux sur l'état, ensemble avec le rapport du Groupe travail sur l'évaluation des stock de poisson. Il a examiné la dynamique de quelques stocks de poisson ayant été bien étudiés et pêcheries de la région, concluant que plusieurs de ces stocks ont été à des niveaux très bas n'autorisant presque pas d'exploitation, avec d'importantes conséquences sociales et économiques, pour plusieurs décennies à présent, après une période d'exploitation excessive. Le CS a considéré que ceci démontre l'importance de mesures scientifiques de gestion adéquates et en temps opportun pour maintenir la productivité des importants stocks de poisson et pêcheries. A l'issue d'intenses discussions sur les voies d'améliorer la qualité et les délais de ses conseils à la Commission, le CS a décidé de demander au Secrétariat FAO de la CPSOOI de préparer une proposition de cadre d'adaptation de l'"Approche Évidence Poids" telle qu'utilisée par nombre d'organisations de gestion des pêches Australiennes, aux conditions de la région CPSOOI, à utiliser comme un supplément à l'adaptation des tableaux sur l'état existants. Cette proposition sera examinée lors de la prochaine réunion du CS, de préférence avec déjà un cas de test par quelques membres ou tous. Le CS a également examiné l'avancement des membres dans la préparation et la mise en œuvre des plans d'aménagement des pêches intégrant les principes de l'Approche Écosystémique des Pêches (AEP), et a encouragé tous les membres à continuer leurs efforts pour l'élaboration de ces plans.

Le Comité a également examiné l'état de mise en œuvre de l'AEP dans la région, et demandé au président et au Secrétaire de se rapprocher du Coordinateur de EAF-Nansen et du président du Groupe de réflexions régional pour préparer un rapport sur la mise en œuvre de la Conférence RIO+20.

#### **4.4 Pays membres**

*Comores, France, Kenya Madagascar, Maldives, Maurice, Mozambique, Seychelles, Somalie, Afrique du Sud, Tanzanie, Yémen.*

### **V. RAPPORT DE SYNTHÈSE SUR LES RÉSULTATS DE LA DIX-HUITIÈME SESSION DE LA COMMISSION DES FORÊTS ET DE LA FAUNE SAUVAGE POUR L'AFRIQUE**

La Commission des forêts et de la faune sauvage pour l'Afrique (CFFA) a tenu sa dix-huitième session à Cotonou, au Bénin, du 16 au 20 janvier 2012. La session a été suivie par 132 représentants de 19 pays membres ; des observateurs et représentants de l'organisation du système des Nations Unies étaient également présents. La Commission a examiné cinq points principaux à savoir :

#### **5.1 ERF 2010 Examen de la perspective africaine et les besoins de développement des capacités pour l'évaluation des ressources forestières (ERF) en Afrique**

La Commission a été informée des principaux résultats de EFR 2010 pour la région, et le projet de stratégie à long terme pour le programme EFR, ainsi que les défis principaux du processus de reportage. La Commission a pris note des problèmes rencontrés par les pays membres pour les rapports, et a exprimé la nécessité de renforcer les capacités et améliorer les rapports sur les sujets pertinents.

#### **5.2 Répondre aux demandes croissantes dans la gestion des incendies**

Les membres ont partagé des informations sur les bonnes pratiques et ont souligné la nécessité de mettre l'accent sur des approches proactives, impliquant les communautés, plutôt que des méthodes répressives dans la gestion des incendies. La Commission a encouragé les méthodes traditionnelles et simples pour la gestion des incendies, et a exprimé la nécessité d'échanger des informations sur les bonnes pratiques au niveau national, régional et international.

#### **5.3 Le paiement des services pour les écosystèmes forestiers**

La Commission a été informée de l'importance croissante des paiements pour les services écosystémiques basés sur les forêts, et le potentiel de générer des revenus. Notant l'expérience limitée de l'Afrique dans ce domaine, la Commission a identifié plusieurs obstacles pour réussir à exploiter ces mécanismes, y compris le manque d'informations adéquates et de compétences.

#### **5.4 REDD (Réduction des émissions résultant du déboisement et la dégradation des forêts); les expériences en Afrique et le développement des capacités sur les questions de REDD.**

La Commission a été informée des initiatives REDD+ en cours, des défis liés et des leçons apprises en Afrique. La Commission a noté les difficultés rencontrées par certains pays à obtenir des renseignements et des conseils sur l'accès aux bénéfices du mécanisme REDD+. Elle a reconnu la nécessité d'élargir le champ d'application de la REDD+ de manière à inclure les zones sèches d'Afrique où les forêts représentent une ressource essentielle pour les moyens de subsistance des populations.

### **5.5 Expériences de la mise en œuvre de la prévention et de l'atténuation des conflits entre l'Homme et la faune sauvage**

Basée sur les expériences et les défis dans la mise en œuvre de la prévention et l'atténuation des conflits entre l'Homme et la faune sauvage (HWC), la Commission a souligné la nécessité d'une collaboration pour d'autres méthodes d'essai sur le terrain dans des conditions locales et le développement et la mise en œuvre de politiques pertinentes et de stratégies nationales. Elle a également appelé à s'attaquer aux `causes` des conflits, tels que les changements dans l'utilisation des terres.

### **5.6 Résultats de la dix-huitième session**

La dix-huitième session a formulé plusieurs recommandations à ses membres, la FAO, le Comité des forêts (COFO) et la CRA. Les principales recommandations à la CRA et aux membres étaient les suivantes :

- A encouragé les gouvernements à établir un processus permanent de collecte de données sur les forêts et la faune sauvage, et à y associer les organismes de recherche.
- A recommandé que les membres développent la sensibilisation et le partage des leçons tirées afin de renforcer les capacités nationales pour la promotion et l'application à plus grande échelle des bonnes pratiques de gestion des feux.
- A recommandé que les États Membres continuent à partager leurs expériences respectives en matière de prévention et d'atténuation des conflits entre l'homme et la faune sauvage et qu'ils collaborent avec la FAO pour : i) améliorer la série d'outils pratiques sur les conflits entre l'homme et la faune sauvage ; ii) élaborer des stratégies locales, nationales et sous-régionales pour la prévention et l'atténuation de ces conflits ; et iii) mettre au point des systèmes de notification et de surveillance.
- A exhorté les membres à continuer à coopérer en partageant leurs expériences et les enseignements qu'ils en ont tirés, en matière de gouvernance des forêts.
- A invité les membres à promouvoir les synergies entre le programme REDD+ et les autres initiatives, tels que les programmes forestiers nationaux, les mesures de mise en application des réglementations forestières, et l'amélioration de la gouvernance.
- A recommandé que les pays membres continuent de mettre à la disposition du Secrétariat leurs rapports sur les mesures prises pour donner suite aux recommandations de la dix-septième session de la CFFA.

#### A la Conférence régionale pour l'Afrique, la Commission :

- A recommandé que la question de la prévention et de l'atténuation des conflits entre l'homme et la faune sauvage soit portée à l'attention de la Conférence régionale de la FAO pour l'Afrique, compte tenu de l'importance de cette question qui a des incidences dans plusieurs secteurs: les moyens d'existence ruraux, la sécurité alimentaire, la santé, et la conservation des ressources naturelles.

#### Au Comité des Forêts et à la FAO, la Commission :

- A demandé à la FAO d'aider les États Membres à mettre au point des méthodes communes et adaptées pour évaluer la couverture forestière, la déforestation et la dégradation des forêts.
- A demandé à la FAO d'aider les États Membres à évaluer les ressources en faune sauvage.
- S'est déclarée favorable à la création d'un fonds fiduciaire multidonateur, à la FAO, pour mieux répondre aux exigences croissantes et changeantes de la gestion des feux.

- A demandé à la FAO d'aider les membres à élaborer des stratégies, politiques et plans d'action nationaux qui reposent sur le principe de la participation des parties prenantes de tous les secteurs à une approche intégrée de la gestion des paysages.
- A demandé à la FAO d'aider les États Membres à renforcer leurs capacités institutionnelles et à promouvoir le partage des connaissances sur la rémunération des services forestiers écosystémiques aux niveaux national et sous-régional.
- A demandé à la FAO de contribuer à la création d'une plate-forme régionale de coopération Sud-Sud et d'échange d'informations sur les meilleures approches, méthodes et pratiques concernant la rémunération des services forestiers écosystémiques.
- A demandé à la FAO d'appuyer le renforcement des capacités et l'échange d'informations liés aux activités REDD+, à tous les niveaux.
- A demandé à la FAO d'aider les pays à repérer les actions à fort potentiel du point de vue du programme REDD+, et d'apporter un appui à l'élaboration et à l'exécution de programmes et de projets dans ce domaine.
- A demandé à la FAO de continuer à aider les États Membres à prévenir et atténuer les conflits entre l'homme et la faune sauvage, et de mobiliser des ressources supplémentaires pour répondre à la demande croissante en assistance technique.
- A demandé à la FAO d'aider les Membres à concevoir, mettre sur pied et exécuter des programmes de gestion communautaire des forêts et de la faune sauvage.
- A demandé à la FAO de fournir un appui technique aux Membres pour qu'ils améliorent leurs compétences et leur compréhension de la gestion communautaire des forêts et de la faune sauvage, et de participer aussi à l'élaboration des programmes de renforcement des capacités s'adressant aux communautés locales.
- A demandé à la FAO d'entreprendre une analyse de la situation et de recenser les institutions et les réseaux d'enseignement forestier en place dans le but de faciliter la coopération entre eux.
- A demandé à la FAO d'aider les États Membres à mobiliser des appuis financiers publics et privés plus conséquents pour la gestion des forêts et de la faune sauvage, grâce à des actions de renforcement des capacités et de partage des connaissances.
- A recommandé à la FAO de prendre de nouvelles mesures pour aider les pays à renforcer l'enseignement et la recherche forestiers.
- A demandé à la FAO de continuer à prêter un appui en faveur de la communication sur les forêts aux plans national et régional.
- A demandé au Secrétariat de présenter ces recommandations conformément au nouveau modèle et de les communiquer aux autres commissions forestières régionales.
- A soutenu la candidature du Nigéria à la Présidence de COFO 21 en septembre 2012.

## 5.7 Membres de la Commission

*Algérie, Angola, Bénin, Botswana, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Cap Vert, République centrafricaine, Tchad, Congo, Côte d'Ivoire, République Démocratique du Congo, Egypte, Guinée équatoriale, Éthiopie, France, Gabon, Gambie, Ghana, Guinée, Guinée-Bissau, Kenya, Lesotho, Liberia, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malawi, Mali, Mauritanie, Maurice, Maroc, Mozambique, Namibie, Niger, Nigeria, Rwanda, Sénégal, Sierra Leone, Afrique du Sud, Soudan, Swaziland, Togo, Tunisie, Ouganda, République Unie de Tanzanie, Zambie, Zimbabwe.*